

## ENTRETIEN DE ARNAUD IMATZ AVEC RAMÓN SERRANO SUÑER, TÉMOIN ET ACTEUR DES GUERRES CIVILES ESPAGNOLE ET EUROPÉENNE

*[Propos publiés dans Écrits de Paris (décembre 1985 et janvier 1986) et repris dans La guerre d'Espagne revisitée (Paris, Economica, 1993)].*

Ministre, beau-frère du Caudillo, ami du fondateur de la Phalange, José Antonio Primo de Rivera, Ramón Serrano Suñer (1901-2003) a été l'un des derniers grands témoins et acteurs de la Guerre d'Espagne et de la Deuxième Guerre mondiale. Député de droite (CEDA) aux Cortès de la République, il est arrêté dès le début du « soulèvement national » de juillet 1936. Évadé de la « zone républicaine », après avoir échappé miraculeusement au massacre de la prison Modelo de Madrid, il embarque à Alicante pour la France et rejoint aussitôt le « camp national ».

Très vite ses qualités intellectuelles, sa formation de juriste, son expérience politique et la confiance du « généralissime » lui valent de prendre dans le nouveau régime une place que nul autre après lui n'atteindra. En avril 1937, il est chargé de rédiger l'important « décret d'unification », par lequel Franco impose la fusion de tous les partis de droite (républicains libéraux et conservateurs, monarchistes et traditionalistes-carlistes) avec la Phalange originelle de José Antonio et fonde la « Falange Española Tradicionalista de las JONS ». Nommé ministre de l'Intérieur, le 31 janvier 1938, en pleine guerre civile, il assume le portefeuille des Affaires étrangères, le 18 octobre 1940, en plein conflit mondial. Il connaît Hitler, Goering, Ribbentrop, Himmler, Keitel, Rudel, Victor Emmanuel, Mussolini, Ciano, Pétain, Laval et Salazar durant ces années décisives.

Relevé de ses fonctions en septembre 1942, Serrano Suñer abandonne toute activité politique et ouvre un cabinet d'avocat. Écrivain, il a publié, entre autres, deux livres de mémoire : Entre les Pyrénées et Gibraltar (Genève, 1947) et Entre el silencio y la propaganda (Barcelone, 1977), dont la version abrégée a paru en France sous le titre Espagne 1931-1945 (Paris, 1984). Il est décédé à Madrid, en 2003, à l'âge de 102 ans.

## **JOSE ANTONIO, FRANCO ET LA PHALANGE**

**Arnaud Imatz : Dans quelles circonstances et pour quelles raisons vous êtes-vous lancé dans la vie politique ?**

**Ramón Serrano Suñer :** En 1931, à l'avènement de la République, j'ai été invité par la droite aragonaise à me présenter aux élections des Cortès constituantes. J'avais 29 ans. Le résultat de cette première épreuve fut négatif mais, deux ans plus tard, les candidatures « agrariennes » ou de droite remportèrent un grand succès et je fus élu à Saragosse. Sur 212 députés de droite, 107 formaient la minorité parlementaire de la Confédération espagnole des droites autonomes (CEDA) à laquelle j'appartenais. Ce groupe, dirigé par Gil Roblès, comprenait en fait trois tendances : des conservateurs-républicains, des démocrates-chrétiens et quatre ou cinq députés nationalistes dont j'étais un peu le porte-parole.

**AI :** En 1933, José Antonio Primo de Rivera, qui venait à peine de fonder la Phalange Espagnole, siégeait lui aussi aux Cortès comme député indépendant. Quelle était alors la nature de vos rapports ?

**RSS :** Une longue et profonde amitié nous liait. Nous nous étions connus pendant l'année universitaire 1918-1919 à la Faculté de droit de Madrid. Nous avons très vite sympathisé. José Antonio était alors un jeune homme, un peu timide, aimant l'humour, ironisant souvent sur lui-même. C'était un étudiant sérieux, appliqué et brillant. Toute sa vie fut marquée par une attitude intellectuelle très exigeante, une attention extrême à la rigueur et au style. Il avait beaucoup d'amour-propre et un sens moral très développé.

À cette époque, il n'existait presque aucune tension au sein de l'Université. Il y avait bien des étudiants de droite et de gauche, mais la solidarité de génération et de profession l'emportait sur les divergences d'idées et de sentiments. En 1919, à la suite d'un décret-loi sur l'Autonomie de l'Université, une « Association officielle des étudiants » fut créée. J'en fus élu président et José Antonio secrétaire. Malheureusement, une « Confédération des étudiants catholiques » décida de s'introduire dans l'Université fasse aux associations purement professionnelles. José Antonio et moi-même étions catholiques, mais nous pensions néanmoins que c'était une erreur et une imprudence, qui ne pouvaient qu'introduire un principe

de lutte et de division dans le monde universitaire et qui entraînaient par contrecoup le départ d'autres étudiants vers des associations d'un laïcisme militant. Nous étions alors tous deux des libéraux et nous avons lutté ensemble pour la cause du professionnalisme face au confessionnalisme.

José Antonio avait davantage une vocation intellectuelle que politique. Il n'était pas de ces hommes, attirés par la possession du pouvoir, capables d'affirmer n'importe quelle idée simple sans la moindre réserve. Seul le devoir de défendre la mémoire de son père l'amena à l'action politique. C'était un être courageux, clairvoyant, doté de capacités intellectuelles peu communes. Plein de bonne volonté il ne pouvait être dur ou sévère que quand il croyait en avoir le devoir. Humain et patient, avec les personnes simples et modestes, même ignorantes, il était implacable avec les prétentieux. Sa bonté se conjugait avec un extraordinaire esprit critique.

Il ironisait sur l'entreprise du leader de la droite, Gil Robles, qui lui paraissait fausse, pire, nuisible, parce que conduisant à la désorientation générale. L'attitude politique du chef de la CEDA l'irritait beaucoup plus que celle des socialistes. Il reconnaissait en Gil Robles des talents de polémiste, mais il déplorait son manque de rigueur intellectuelle. En 1933, il lui reprochait de vouloir faire un faux fascisme, « un pâté de lièvre sans lièvre », un fascisme sans contenu social, sans volonté d'intégrer tous les Espagnols dans la communauté nationale.

José Antonio était de la race des régénérateurs. Pour lui l'Espagne avait besoin d'une révolution socio-économique compatible avec une réaffirmation de l'esprit national. Il voulait avant tout la refonte sociale de l'Espagne et ne se situait donc face à la démocratie libérale, que parce qu'il considérait qu'elle avait échoué, qu'elle n'avait pas su offrir une vie au « contenu », à la réalité vraiment démocratique. « L'aspiration à une vie démocratique libre et paisible, affirmait-il, sera toujours l'objectif de la science politique en dehors de toutes modes ». Pour cela, il fallait chercher d'autres constructions de « contenu » et ne pas rester sur un chemin équivoque.

**AI : Quelle était l'attitude de la droite et surtout de la CEDA à l'égard de José Antonio ?**

**RSS :** La droite était essentiellement réactionnaire et conservatrice. Elle avait à l'égard de José Antonio une double attitude déplaisante et

désagréable. D'une part, elle l'attaquait parce qu'elle le considérait presque « bolchevik » pour ses conceptions sociales. D'autre part, elle lui reprochait sa résignation devant les attentats mortels dont ses partisans faisaient l'objet de la part des communistes et des jeunesses socialistes unifiées. José Antonio n'était pas partisan de la violence, pas même de l'attentat en représailles. Il enterrait ses morts et faisait prier Dieu pour leur salut. La droite censurait son attitude et ironisait... « Ce n'est pas du fascisme, c'est du franciscanisme », écrivait l'« ABC », un de ses grands journaux.

Au Parlement, à l'exception de quelques individualités, les députés de droite avaient une profonde antipathie pour José Antonio. Lors d'un vote pour la levée de son immunité parlementaire, sur 107 députés de la CEDA, seuls cinq, dont moi-même, votèrent en sa faveur. En firent autant les traditionalistes, quelques monarchistes, et... l'ensemble de la gauche. Le moins qu'on puisse dire, c'est que tous ces députés de droite évoluèrent singulièrement par la suite.

**AI : Comment expliquez-vous le revirement de la droite qui décida de soutenir la candidature de José Antonio une fois le Front Populaire au gouvernement ?**

**RSS :** José Antonio fut emprisonné peu de temps après les élections du 16 février 1936 remportées par le Front Populaire. Dans l'atmosphère de tension qui régnait alors, nous savions que la seule façon de lui sauver la vie c'était de le sortir de prison en le faisant élire député. À cause de son idéal, de son talent, de son courage et du poids de la jeunesse espagnole qui le suivait, José Antonio était un des hommes indispensables dans la lutte qui s'annonçait.

Au début du mois de mai, des élections partielles eurent lieu à Cuenca. Nous pensâmes que nous avions là l'occasion rêvée ! Entre-temps la droite avait réfléchi. Pour elle, il ne s'agissait pas d'aide à caractère humanitaire - elle ne l'aimait pas -, mais elle pensait qu'en le laissant en prison, elle perdait un homme utile. Elle souhaita constituer une liste de droite « spectaculaire » où figureraient le général Franco, José Antonio et un député sortant. C'était absurde ! Et c'était compter sans le sens critique de José Antonio !

Tous les jours, dans toutes les villes d'Espagne, les gens parlaient de Franco comme du général qui ferait un coup d'État. Vous pouvez imaginer

quel était l'état d'esprit du gouvernement ! Un gouvernement qui, par ailleurs, disposait pour cette consultation de moyens de pression quasi-absolus. À cette époque, je visitais assez fréquemment José Antonio à la prison *Modelo*. Un jour il me dit littéralement ceci : « Je vais te demander une faveur, un grand service. Je voudrais que tu fasses un voyage aux Canaries, à Tenerife, pour voir le général Franco. Tu lui demanderas qu'il retire sa candidature sinon le gouvernement y verra une provocation et nous ne pourrions pas être élus ».

Je pris immédiatement l'avion. Franco me reçut chaleureusement ; nous avions bien sûr des relations très cordiales. « Qu'est-ce qui t'amènes ? » me dit-il. « Je viens te demander de retirer ta candidature ». Devant sa surprise, je m'expliquai et j'ajoutai : « Ta place n'est pas aux Cortès. Là-bas, il y a de grands polémistes malintentionnés et ton prestige en sortirait très affecté ». Étonné et un peu déçu, il finit par comprendre et accepta sans difficultés.

Finalement, José Antonio fut élu. J'ai démontré devant les Cortès qu'il avait obtenu plus de 300 voix d'avance. Mais évidemment, ils annulèrent des voix, en retirèrent d'autres et déclarèrent qu'il n'avait pas la majorité.

**AI : Proclamée dans l'allégresse générale le 14 avril 1931, la République ne vécut que cinq ans. Selon vous, pourquoi se révéla-t-elle incapable de résoudre les grands problèmes de l'Espagne de l'époque ?**

**RSS :** C'est un sujet inépuisable. Je me limiterai donc à quelques mots. Je crois que la République commit l'erreur de vouloir aller trop vite. Son sectarisme et sa passion finirent par la détruire. La production diminuait, les grèves se multipliaient, le pays s'appauvissait et le désordre était tel que l'armée devait intervenir constamment. Je vous renvoie au discours prononcé au printemps 1936, à Cuenca, par cet homme d'un grand talent que fut le socialiste Indalecio Prieto. Il disait « Je comprends ce que signifie socialiser la richesse, ce que je ne comprends pas c'est socialiser la pauvreté et c'est ce que nous allons faire ».

**AI : Aviez-vous des informations directes sur les préparatifs de soulèvement à la veille du 18 juillet 1936 ?**

**RSS :** Naturellement ! J'étais surtout en rapport avec Franco, Mola et Yagüe. Les militaires étaient alors convaincus qu'ils vaincraient

rapidement. Ils pensaient que la lutte se produirait entre eux et d'autres militaires fidèles au *Frente Popular*. Je n'en ai jamais entendu un seul envisager l'hypothèse d'une guerre civile. Tout cela devait durer au plus quinze jours.

José Antonio avait une vision beaucoup plus claire de la situation. Il ne voulait pas d'une intervention militaire, car il craignait qu'elle débouchât sur une droite anodine et réactionnaire qui n'ouvrirait aucune nouvelle voie à l'Espagne. Mais il advint un moment où il pensa que l'Espagne se décomposait, s'autodétruisait tellement vite qu'il fallait arrêter ce processus de dissolution avant qu'il n'aboutisse à la guerre civile. Le soulèvement – auquel il ne collabora qu'à la dernière minute – n'était pour lui que l'ultime recours pour éviter la guerre civile. Lui aussi pensait que la majeure partie de l'Armée se soulèverait et que le reste suivrait peu de temps après. Aussi, quand le soulèvement s'avéra inefficace, son angoisse, sa préoccupation essentielle fut d'éviter la guerre civile en négociant par tous les moyens.

En cela, il pensait comme les membres les plus importants du gouvernement. Car entre le 18 juillet et le 19 juillet, le gouvernement voulut négocier. Et je le sais en raison de circonstances particulières. L'un des membres du Conseil des ministres, chef du Parti national républicain, le professeur Sánchez Román, désira entrer en contact avec moi. Il téléphona donc à son ami et admirateur, ex-ministre de l'Agriculture, Ramón Feced, qui était un de mes amis intimes. Il lui confia que le gouvernement enverrait des émissaires pour négocier et que, pour sa part, il souhaitait activer ce processus par la voie privée. Il demanda à Feced si j'étais à Madrid et l'invita à m'informer afin que je me tienne prêt à effectuer une mission délicate...

Si, au gouvernement, le critère de gens responsables – comme Azaña, Prieto et bien d'autres – avait prévalu, il y aurait eu peut être quelques fusillés, mais il n'y aurait pas eu de guerre civile. L'un des chefs du gouvernement républicain en exil, Sánchez Albornoz, l'a déclaré en des termes semblables. Il n'y eut de guerre civile que parce que Largo Caballero imposa son critère. Les armes furent distribuées au peuple et aux miliciens et alors seulement la partie de l'armée non soulevée comprit qu'avec cet appui inespéré elle pouvait lutter avec des chances de succès.

**AI : Claudio Sánchez Albornoz, membre de la Gauche républicaine, ministre d'État (1933) et chef du Gouvernement républicain en exil (1962-1971) a déclaré le 4 avril 1975 : « Si nous avions gagné la guerre le communisme se serait installé en Espagne. On s'étonnera de lire que je ne désirais pas gagner la guerre civile, mais Azaña non plus, car nous aurions dû quitter l'Espagne ». Quelle est votre opinion sur ce point ?**

**RSS :** Il est indéniable que dans le camp républicain le communisme a pris de plus en plus d'importance et même une importance décisive qu'il n'avait pas avant le soulèvement. Avant, c'était un facteur insurrectionnel parmi d'autres. Il contribuait au désordre général, mais sans plus. Ensuite, il est évident qu'il y eut un moment où il détint tout le pouvoir. De purs républicains comme Sánchez Albornoz ou le Dr. Marañón l'ont clairement dénoncé. Ils étaient conscients qu'ils n'avaient plus aucune influence, qu'ils étaient totalement débordés. Si vous lisez les Mémoires d'Azaña vous constaterez son terrible pessimisme, sa conviction que rien ne peut plus arrêter une telle force. Sánchez Albornoz a raison d'affirmer que le communisme se serait imposé !

**AI : Que pensez-vous de la thèse de l'ambiguïté du jeu de Franco ou de son peu d'intérêt pour la libération de José Antonio ?**

**RSS :** Je ne puis et ne veux vous raconter que ce que je pense vraiment. Cette affaire demeure pour moi obscure. Beaucoup de gens, des amis de Franco, des phalangistes, on dit qu'il n'avait pas voulu la libération de José Antonio. Je ne crois pas que l'on puisse en dire autant. On sait que Franco donna même de l'argent pour le libérer. Maintenant, une fois les faits établis, chacun peut avoir son opinion.

Ce que je crois, c'est qu'au quartier général de Salamanque – ou était Franco – il n'y eut pas la passion, la ferme volonté, le désir absolu et énergique de s'y consacrer totalement, d'employer tous les moyens économiques et diplomatiques imaginables. L'atmosphère qui régnait alors au quartier général n'était pas du tout favorable à une rénovation politique du type que pouvait signifier la Phalange. Bien au contraire !

Franco n'aurait pas laissé mourir José Antonio par plaisir, mais il n'avait pas un grand intérêt, ni un grand enthousiasme pour sa libération. Il y eut

bien quelques tentatives de phalangistes, auxquels on accorda des facilités, mais elles demeurèrent isolées. Il n'y eut pas d'essai vraiment résolu.

À partir du quartier général, on procéda à une série d'échanges de prisonniers. Des personnes de grande valeur pour la République, comme la famille Miaja, furent échangées contre des personnes plus insignifiantes, qui ne couraient pas un danger spécial. Ces échanges furent réalisés sans aucun critère. Avec un peu plus de rigueur on aurait pu envisager un grand échange...

**AI : Qu'en fut-il dans votre propre cas puisque vous avez été arrêté tout de suite ?**

**RSS :** Personne ne s'est occupé de moi ! Personne ! Les gens ont écrit par la suite avec légèreté que j'avais été échangé. Il n'en fut rien ! Cela eût été naturel après tout et il ne me semble pas vaniteux de le dire ! J'étais dans la zone républicaine avec ma femme, qui était la belle-sœur de Franco, et mes enfants en bas âge. Or personne ! personne ! n'eut même l'idée de proposer mon échange à Franco. Mieux, on fit circuler le bruit que j'avais été fusillé.

**AI : Vous avez organisé et assisté aux deux seules entrevues entre Franco et José Antonio, la première fois, lors de votre mariage, puisque tous deux étaient témoins, la deuxième fois, chez vos parents, à la veille des élections de février 1936. Quelle était la nature de leurs rapports ?**

**RSS :** Des rapports très courants. Des rapports de personnes qui par leurs mentalités, leurs sensibilités et leurs idéologies, se trouvent dans des mondes très éloignés. Ils n'avaient ni sympathie, ni estime l'un pour l'autre. Il ne put jamais y avoir entre eux de discussion politique à fond. Il n'y eut pas d'entente entre les deux.

**AI : Que pensez-vous de l'intervention des ministres français Léon Blum et Yvon Delbos, qui demandèrent la grâce de José Antonio après sa condamnation à mort ?**

**RSS :** Des Espagnols demandèrent aux autorités françaises d'intervenir. Mais je crois que la démarche de Blum et Delbos – dont on a dit ensuite qu'elle avait été faite trop tard – fut purement formelle et totalement inefficace. Le cas de José Antonio n'avait malheureusement aucune chance d'émouvoir le cœur et la sensibilité de Léon Blum.



**AI : À Madrid, le Conseil des ministres, qui s'était réuni pour examiner le recours en grâce de José Antonio, a déclaré qu'avant même d'être parvenu à un accord les autorités d'Alicante avaient fait exécuter la sentence. Qu'en pensez-vous ?**

**RSS :** Je ne crois pas qu'on l'ait fusillé sans que le gouvernement le sache ou contre sa volonté. Je n'en crois pas un mot !

**AI : Arrivé le 20 février 1937 en « zone nationale », vous avez alors 35 ans. En peu de temps, vous prenez dans le régime franquiste une place que nul autre après vous n'atteindra. Quelles furent vos premières attributions et pourquoi le général Franco fit-il appel à vous ?**

**RSS :** J'étais évidemment une des personnes en qui Franco avait le plus de confiance. Pendant qu'il s'occupait surtout des opérations militaires, j'ai organisé rapidement le passage d'un État que j'ai qualifié de « campement », à un État de droit, et j'ai cherché une orientation et une direction politique pour le régime.

**AI : Pour quelles raisons étiez-vous partisan de l'unification de tous les partis et mouvements favorables au soulèvement (monarchiste, carliste, phalangiste, CEDA et républicains libéraux-conservateurs) ?**

**RSS :** Plus que moi, celui qui la désirait était Franco. Mais il y avait aussi l'opinion, assez générale, que cette unification était nécessaire pour éviter que les conflits et les luttes constantes, à l'arrière-garde, n'aient une incidence ou un effet sur le front. Évidemment, si José Antonio avait vécu, cela n'aurait pas été possible.

La Phalange connut pendant la guerre un processus de dilatation énorme. Tous ceux qui ne militaient pas dans un parti traditionnel et qui cherchaient une situation sûre adhéraient à la Phalange : les uns par idéologie, les autres par tactique. Alors que la petite Phalange avait eu un chef extraordinaire, cette Phalange énorme se retrouvait sans « tête ». À l'exception de quelques personnes intelligentes et cultivées, il ne s'agissait plus que d'une horde sans direction. Il était difficile d'improviser un nouveau chef.

Il y avait une intention sous-jacente, un intérêt occulte dans cette opération. Franco avait une grande autorité, un grand pouvoir militaire, mais il n'avait pas de base politique. En le faisant chef de l'Unification des forces politiques, il ne serait plus *primus inter pares* mais chef unique.

**AI : José Antonio aurait-il pu contrôler cette énorme masse de nouveaux militants et affirmer ensuite sa force politique face à l'armée ?**

**RSS :** Oui. J'en suis convaincu ! Vous êtes un grand connaisseur du thème et vous savez que ce point, très important, n'est pas aussi simple que beaucoup le prétendent. José Antonio n'aurait pas été seul. Franco avait toute l'armée avec lui, parce qu'il n'était pas imaginable que les militaires se soulèvent les uns contre les autres. Mais politiquement, beaucoup n'avaient aucun enthousiasme pour Franco. Bien au-contre !

Il y avait de très nombreux jeunes officiers - principalement dans l'Armée d'Afrique, comme Yagüe -, qui étaient phalangistes. Avec des cadres aussi aguerris et expérimentés, il aurait été facile de contrôler cette horde. En outre, il y avait encore dans l'armée un noyau assez important de primorivéristes, de fidèles du général Primo de Rivera. Par nostalgie, tous auraient été des inconditionnels de José Antonio. Et enfin, je dirai davantage ! José Antonio aurait trouvé dans le général Mola un de ses plus importants appuis. Mola, qui prépara le soulèvement d'une façon admirable et qui aurait pu poser le problème de la direction du soulèvement, Mola qui fut le général de la plus grande fidélité à Franco et qui appuya sans réserve son commandement. Sans doute, Mola ne comprenait-il pas bien les conceptions syndicalistes de José Antonio, mais il partageait avec lui la même volonté de satisfaire d'abord les besoins du peuple et il était d'une austérité, d'une honnêteté et d'une exigence envers lui-même qui impressionnaient. Les deux hommes éprouvaient de la sympathie et de l'admiration l'un pour l'autre. Ils se seraient entendus sur l'essentiel !

Je comprends que vous demeuriez préoccupé par la question d'un affrontement éventuel de José Antonio avec Franco. C'est d'autant plus naturel que la majorité des gens d'ici se posait la question. À l'époque, au cours de conversations, lorsque je regrettais l'absence de José Antonio et que j'affirmais qu'avec lui le pouvoir politique et le pouvoir militaire auraient été divisés, j'ai souvent entendu les pires bêtises. Les monarchistes et les gens les plus en vue politiquement me disaient : « Mais non ! Si José Antonio était venu ici on l'aurait fusillé ! » Et je leur répondais sur le même ton : « C'est stupide ! »

Beaucoup de gens se demandaient de bonne foi : « mais qu'aurait pu faire José Antonio ? » Il s'agit d'abord de poser correctement la question. Que Franco soit le chef militaire tout le monde le prévoyait. Qu'il fut aussi le chef politique, personne ne l'envisageait. Si José Antonio avait été là dès le début il n'aurait pas été nécessaire de retirer quoi que ce soit à Franco. Le pouvoir de Franco aurait été sûrement un pouvoir militaire, mais certainement pas un pouvoir politique et militaire, comme cela fut nécessaire pour couper court aux désordres et pallier l'absence de personnalité importante.

José Antonio aurait eu beaucoup de détracteurs, d'adversaires acharnés de son pouvoir politique. Mais face à cela, le peuple était avec la Phalange. Qui avait le pouvoir de mobilisation ? la Phalange. Qui rassemblait des centaines de milliers de personnes ? la Phalange. En définitive, c'était seulement la pensée, le souvenir, le nom de José Antonio... Alors, permettez-moi de vous dire que s'il avait été là, avec sa présence physique, son agilité mentale, sa sensibilité politique et humaine... il aurait eu des difficultés, des opposants, mais il se serait imposé. J'en ai la conviction absolue !

**AI : Que pensez-vous de la condamnation à mort de Manuel Hedilla, d'abord chef provincial de la Phalange de Salamanque en 1934, puis, élu second chef de la Phalange, le 18 avril 1937, la veille de la promulgation du décret d'Unification ?**

**RSS :** L'affaire Hedilla fut très confuse. En réalité, il refusa la charge qu'on lui offrit dans la nouvelle Phalange unifiée. Il ne voulait pas être un membre du secrétariat collectif mais le secrétaire général unique. Son refus fut perçu comme une attitude de résistance au pouvoir. On était en pleine guerre civile, la passion était telle qu'un conseil de guerre fut immédiatement constitué. Il fut condamné à mort.

Ridruejo, qui était alors très proche de moi, et que j'avais convaincu de la nécessité d'une Phalange unifiée, d'un phalangisme réformiste et non point révolutionnaire, m'avertit de la condamnation à mort d'Hedilla et de quelques autres phalangistes. Je pris ma voiture et me rendis à Burgos pour demander à Franco que les sentences ne soient pas exécutées. Si je n'avais pas été là, Franco, qui était alors le chef d'une armée en guerre, aurait été bien plus expéditif !

Hedilla était au fond un pauvre homme. Il s'était laissé tourner la tête par quelques écrivains et quelques leaders phalangistes de son entourage. Il était en définitive un instrument de la politique des gauches à l'intérieur et à l'extérieur de la zone nationale<sup>1</sup>.

## **FRANCO, HITLER ET MUSSOLINI**

**AI : Ministre de l'Intérieur, vous avez eu une connaissance de la terrible répression qui suivit la fin de la guerre civile. Le nombre des républicains exécutés varie considérablement selon les sources et les historiens. Pour les uns, il s'élèverait à un maximum de 23000 à 33 000, pour les autres, à 100 000 voire 200 000 ? Qu'en fut-il exactement ?**

**RSS :** Il y a des faits, parmi les tristes et terribles événements de la guerre civile, dont je préfère ne pas parler. Très sincèrement, c'est une affaire que je n'ai pas instruite et que, par conséquent, je ne connais pas.

D'un point de vue égoïste, mais malgré tout heureusement pour moi, je pourrais dire que la répression était de la compétence exclusive des militaires, c'est-à-dire des conseils de guerre, des généraux de corps d'armée et, en dernier lieu, de Franco : non pas comme chef du gouvernement mais comme chef des armées. Le gouvernement n'avait aucune action dans ce domaine. Nous étions en guerre et l'armée était le véritable pouvoir.

**AI : Mais enfin, en tant que Ministre ne pouviez-vous pas intervenir ?**

**RSS :** Non ! Ne le croyez pas ! Mes possibilités d'intervention étaient infimes, pour ne pas dire inexistantes. Je vous donnerai seulement deux exemples. Lors du procès du député socialiste Teodomiro Menendez, son avocat me demanda de témoigner en sa faveur. Je me rendis au tribunal et je certifiai que cet homme n'avait commis aucun crime. Au contraire, il

---

<sup>1</sup> Manuel Hedilla affirme au contraire que la plupart des leaders de la Phalange l'incitèrent à refuser l'Unification au nom de la fidélité à l'idéal national-syndicaliste. Il en aurait été ainsi des « vieilles chemises », Pilar Primo de Rivera, Girón, González Velez, Dávila et Aznar, qui se seraient résolues à choisir la voie de l'unification après sa condamnation à mort. Il affirme aussi qu'il refusa la charge de Secrétaire général de la nouvelle Phalange, qui lui fut proposée à plusieurs reprises, et qu'il refusa aussi, en juillet 1941, la charge de délégué national des syndicats, ce que Ramon Serrano Suñer nie formellement. Cfr. *Cartas cruzadas entre don Manuel Hedilla Larrey y don Ramón Serrano Suñer* (1947) et *Testimonio de Hedilla* (1972). Il semble que Manuel Hedilla ait été soutenu par une bonne partie des "vieilles chemises" alors que Ramón Serrano Suñer ait été plus populaire parmi la masse des néo-phalangistes (NdAI).

avait eu le grand mérite de protéger des vies humaines alors qu'il se trouvait entouré de criminels. Grâce à ce témoignage, il ne fut pas condamné à mort. Mais ce cas est exceptionnel !

Je reçus un jour une lettre de Bayonne du député de Saragosse de la Gauche républicaine Honorato de Castro. Nous nous étions connus à Madrid pendant ma captivité. Alors que nous n'avions jamais eu aucune relation, à ma grande surprise il était venu me voir sur les lieux de ma détention et m'avait confié : « Serrano, je ne puis vous sortir de là, ce serait une trahison, mais en tant qu'être humain si vous avez un jour besoin de moi... » Il faut avoir vécu cette époque pour comprendre le caractère exceptionnel de cette démarche ! Cela ne s'oublie pas ! Les mois passèrent et voilà que, de son exil, il m'écrivit : « Serrano, vous qui avez tellement souffert, vous comprendrez aujourd'hui notre situation... ma femme n'a au monde que deux personnes, son mari et son frère... Or, celui-ci risque à tout moment d'être exécuté ». Je me rendis immédiatement auprès de Franco pour lui demander de sauver cet homme. A peine avais-je terminé de parler qu'il répliquait sèchement : « Je t'ai déjà dit que les militaires ne veulent pas qu'on s'occupe de leurs affaires ! »

Plein d'humilité – car je désirais ardemment le succès de ma requête, sinon je l'aurais remis à sa place comme je l'ai souvent fait –, j'insistai : « Paco ! ce n'est pas le ministre qui parle, c'est seulement un pauvre homme qui a connu cette horrible situation de la Tcheka, les simulacres d'exécution, le massacre de la prison *Modelo*, qui a été crucifié par l'assassinat de ses deux frères, un pauvre homme auquel, un jour, un inconnu a tendu la main. Pour l'amour de Dieu sauve cet homme ! » Ébranlé, il me promit : « Bon ! bon ! je vais essayer ! » Deux jours plus tard, il m'avouait gêné : « Non Ramón ! Non ! les militaires ne transigent pas. Ils disent qu'il était commandant dans l'armée républicaine et chef de la garde présidentielle. Ils ne veulent rien savoir ! »

Voilà la répression ! la terrible atmosphère de l'époque, les moments amers que j'ai vécus !

**AI : Pour quelles raisons étiez-vous un ministre des Affaires étrangères germanophile ?**

**RSS :** Franco, moi-même et tout le régime avons commis l'erreur de croire fermement en la victoire de l'Allemagne. Sur cette conviction nous avons

bâti une politique qui consista en une neutralité un peu impure en faveur de l'Allemagne ; toutefois, sans jamais dépasser certaines limites pour éviter de tomber dans le *casus belli*. L'Espagne sortait déjà détruite de sa guerre, il fallait empêcher qu'elle ne soit entraînée dans la catastrophe d'un nouveau conflit.

Cette politique de neutralité amicale avait deux objectifs. Un objectif lointain : afin que le jour où l'Allemagne aurait une situation hégémonique en Europe, elle nous traite mieux que ne l'avait fait l'hégémonie franco-anglaise. Mais surtout, un objectif immédiat : éviter que l'Allemagne ne nous envahisse. Toute personne raisonnable ne peut douter un instant que si l'Espagne avait suivi une politique hostile au Reich, celui-ci l'aurait occupée comme il le fit avec tous les pays d'Europe qui l'intéressaient. L'armée allemande avait vaincu l'armée française – la première du continent – en quarante jours. Imaginez ce qu'il serait advenu d'une armée pauvre et détruite comme la nôtre ? Combien de jours il leur aurait fallu pour atteindre Cadix ?

Nous avons fait une politique que j'ai qualifiée d'amitié et de résistance ; d'amitié maximum, dans la mesure du possible, et de résistance chaque fois que nous étions poussés à la guerre. Si l'on juge la politique à son résultat, en dehors de toutes passions et de tous préjugés, il faut dire que nous avons rendu alors à l'Espagne un service extraordinaire. Franco, qui avait la faculté de décision et moi, l'exécutant, le dialecticien, celui qui affronta des douzaines de fois les autorités allemandes, neuf fois Hitler, et je ne sais plus combien de fois les ministres et les ambassadeurs.

Ce n'était pas si simple d'affronter Hitler d'aller lui dire : « Nous sommes très amis mais il vous faut comprendre que nous ne pouvons pas entrer en guerre à vos côtés ». Je connais bien des gens qui, devant cet homme, auraient perdu leur superbe et leur assurance.

En novembre 1940, après l'accord secret d'Hendaye, les Allemands m'ont demandé d'aller à Berchtesgaden. J'avais alors l'autorisation expresse de Franco de signer un protocole d'adhésion au Pacte tripartite dans le cas où les Allemands menaceraient de réagir violemment. Dès mon arrivée au Berghof, Hitler manifesta qu'il m'avait convoqué pour fixer la date d'entrée en guerre de l'Espagne : « Il est absolument nécessaire d'attaquer Gibraltar, je l'ai décidé ! » Vous pouvez imaginer l'émotion que ces mots

me causèrent. Je repris à nouveau l'essentiel de notre argumentation pour justifier encore une fois notre refus. C'est alors que Ribbentrop me lança sur un ton comminatoire : « Il suffirait de laisser passer quelques troupes ! » Bien sûr, la dignité de mon peuple ne permettait pas d'accepter une telle exigence. Mais encore fallait-il oser le dire ! Lorsque je me remémore ces instants pathétiques, je me demande si tout le monde aurait procédé de la même manière devant un personnage aussi puissant ?

**AI : Des protagonistes importants, comme Winston Churchill, ont reconnu « le grand service que l'Espagne rendit alors à la cause des Alliés ». Pouvez-vous nous donner quelques précisions ?**

**RSS :** Les Alliés le reconnurent en effet de façon catégorique ! Je vous raconterai un cas précis. En avril 1942, le général Marshall se rendit à Londres pour coordonner les opérations avec les Anglais, à la veille de l'ouverture d'un second front. À la suite de leur accord avec les Américains, les Britanniques s'empressèrent d'allonger la piste d'atterrissage de Gibraltar afin qu'elle puisse servir aux forteresses volantes. Ils le firent en violation d'un accord qui interdisait d'utiliser le territoire entre Gibraltar et l'Espagne. Vous pouvez imaginer les protestations et les pressions allemandes. Mais il n'y avait qu'un moyen de s'y opposer : la guerre. Eh bien ! par prudence, malgré notre irritation et les menaces de l'Allemagne, nous nous sommes condamnés au silence.

L'unique préoccupation de notre politique fut l'intérêt supérieur de l'Espagne. Dieu sait les bêtises que l'on a pu écrire, comme si l'Espagne avait été une exception. La neutralité de la Suisse et de la Suède, qui fut sans amitié, ne les empêcha pas, pour l'une, de fournir l'essentiel de sa production industrielle au Reich et, pour l'autre, de laisser passer une division entière sur son territoire.

Et les atrocités du racisme me direz-vous ? Les crimes ne s'annoncent pas, nous ne les apprîmes que bien plus tard. Que je sache, en dépit des mensonges d'une propagande stupide, le gouvernement espagnol n'a jamais été belligérant contre les juifs. De grands services ont même été rendus à la communauté des sefardim. En dehors du national-socialisme, l'Allemagne était pour nous un grand peuple, très cultivé. Et surtout, la notion de l'unité de l'Europe et la lutte contre le communisme faisaient partie de notre pensée et ne me répugnaient pas.

## **A.I. : Aviez-vous des divergences de vue avec Franco en politique étrangère ?**

**RSS :** Absolument aucune ! Dans ce domaine nous étions d'accord sur tout. À l'inverse, en politique intérieure nous n'étions presque jamais d'accord et nous avions de terribles discussions.

Quand l'Allemagne a perdu la guerre, j'avais quitté le gouvernement depuis plus de deux ans. Comme nous nous étions trompés, les serviles adulateurs de Franco, qui avaient été très souvent beaucoup plus germanophiles que moi, inventèrent la fable d'un Serrano Suñer belliciste et interventionniste. Ainsi, en trouvant un bouc émissaire, ils se sauvaient et flattaient Franco en le présentant comme l'« envoyé » du ciel qui ne se trompe jamais.

Trop de prétendus historiens répètent ce que l'un des leurs a écrit sans jamais prendre la peine de vérifier si les faits relatés sont vraiment authentiques. Un exemple parmi tant d'autres : alors que les journaux de l'époque précisent que nous étions arrivés à l'entrevue d'Hendaye à trois heures et demie juste, l'anecdote de notre retard a circulé dans le monde entier. Pure invention d'adulateurs qui magnifiaient l'action de Franco capable de faire attendre trois quart d'heures le Führer. Seul un pauvre crétin peut avoir imaginé une pareille stupidité. Pourtant elle est reprise dans de multiples ouvrages, à commencer par celui de Brian Crozier, auteur d'un livre sur Franco.

Le mensonge, l'infamie de mon prétendu interventionnisme circula dans le monde entier pendant des années. Mais un jour, un de vos compatriotes, Raymond Cartier, publia *Les secrets de la guerre dévoilés à Nuremberg* où l'on peut lire, entre autre, ceci : « Jodl (le maréchal) a dit expressément, nous ne sommes pas allés à Gibraltar uniquement parce que le consentement des Espagnols nous a manqué... Notre troisième objectif à l'ouest, celui d'amener l'Espagne à nos côtés et de créer ainsi la possibilité de prendre Gibraltar, n'a pas été avalisé par suite de la résistance des Espagnols ou, plus exactement, de la résistance de leur jésuitique ministre des Affaires étrangères, Serrano Suñer ». Or, ce livre fut interdit en Espagne parce qu'il fallait maintenir l'infâme légende...

**AI :** La personnalité d'Hitler a fait l'objet de multiples études, vous qui l'avez connu qu'en pensez-vous ?



**RSS :** Je l'ai vu pour la première fois, en 1937, au stade de Nuremberg, en pleine gloire, dans une marée d'étendards et de drapeaux, de torches gigantesques et de colonnes de lumière qui se perdaient dans le ciel. Deux ans plus tard, j'ai eu avec lui une longue et paisible conversation à la Chancellerie de Berlin où il fut courtois et même cordial. Par la suite, je l'ai rencontré sept fois, souvent dans des circonstances difficiles, pénibles voir dangereuses. Cela dit, sur le plan humain, je puis affirmer qu'au cours de notre dernière conversation, il me parut aussi lointain, inconnu et étrange que lors de notre première entrevue.

**AI : Quel jugement portez-vous sur Mussolini ?**

**RSS :** J'étais un admirateur de Mussolini ce dont je n'ai pas honte. Mussolini a été l'un des hommes les plus importants que l'Europe ait connu au cours du XXème siècle. Il a commis des erreurs. La plus grande fut d'entrer dans la guerre. Mais malgré tout, il demeure une des grandes figures de l'époque. En dernière instance, Mussolini fut la victime d'Hitler parce qu'il avait, d'abord, été la victime des Anglais et des Français. Lors de l'Anschluss et de l'assassinat de Dollfuss, il mobilisa et demanda la réunion de la Conférence de Locarno. Le Royaume-Uni et la France auraient dû se solidariser avec lui dans ce défi aux Allemands. Or, elles le laissèrent seul. Il dut alors se jeter dans les bras d'Hitler.

Il est facile de présenter aujourd'hui le fascisme comme synonyme de crime. Beaucoup de crimes ont été commis au nom du fascisme. Beaucoup l'ont été aussi au nom du socialisme, pour ne pas parler du communisme, qui a dépassé tous les régimes du monde dans ce domaine. Il y a beaucoup de brutes fascistes, comme il y a beaucoup de brutes socialistes, mais parmi les théoriciens fascistes il y a des gens intellectuellement aussi formés, fins et subtils que le professeur Gentile. Il est temps de parler du fascisme comme d'une simple conception politique avec laquelle on peut ne pas être d'accord.

Le désir de Mussolini était d'établir une démocratie corrigée, ordonnée et disciplinée. Un système démocratique avec des limites, afin que tout ne soit pas remis constamment en question, à commencer par l'existence même de la Patrie. Le plus grand rêve de Mussolini fut, au départ, d'avoir six à sept ministres socialistes dans son gouvernement. Malheureusement, les durs de son parti, les « consuls de milice », organisèrent l'assassinat de Matteotti,

brisèrent le Duce et s'imposèrent. Alors, commença l'époque véritablement autoritaire, qui n'avait plus rien à voir avec la première idée.

Seules la passion, la haine et la propagande peuvent déformer la vérité au point de croire que Mussolini était, à l'origine, un despote par nature et par mentalité. Mussolini était un homme très intelligent. Je m'entendais très bien avec lui. C'était un véritable ami, comme en témoigne l'une de ses dernières lettres, datée du 11 juin 1944, où il m'explique la tragédie qu'il vient de vivre avec l'exécution de son gendre.

À vrai dire, Mussolini se trouvait un peu confronté aux mêmes problèmes que moi. Aussi comprenait-il très bien notre point de vue. Chaque fois que j'allais en Allemagne, je rentrais par Rome et je passais d'excellents moments avec lui. Je me souviens lui avoir dit, dès ma première entrevue : « Duce, nous sommes tous très amis de l'Allemagne parce qu'ils sont le bastion de l'Europe contre le communisme. C'est très bien ! Mais il nous faut penser au futur. Or, les Allemands sont trop puissants. Il y aura un excès de germanisme. Il est donc nécessaire d'établir avec la France les bases d'une Union Latine pour contrebalancer leur hégémonie ». Dans le fond, Mussolini était d'accord avec moi. Il me parlait en toute franchise, sachant que je ne le répéterai pas. Mais comme les services d'espionnage ont des infiltrations partout, à force de parler de l'Union Latine, les Allemands finirent par l'apprendre et Hitler en conçut une terrible irritation contre moi.

### **AI : Et Ciano ?**

**RSS :** Le Comte Ciano était un cas incroyable. Il vivait comme un despote oriental entouré d'un véritable harem. Une des faiblesses de Mussolini fut de lui consentir tous ses privilèges. Loin d'être un sot, mais d'une culture moyenne, Ciano se comportait en homme défendant avant tout ses intérêts personnels. J'en ai fait l'expérience lorsque j'eus l'intention d'aller à Rome comme ambassadeur.

Déjà, en mai 1941, lassé par la politique interne, j'avais présenté ma démission. Franco m'avait provisoirement persuadé de rester à mon poste. En définitive, s'il finissait par détester mon esprit critique, il ne savait, ni ne voulait se débarrasser de moi. Un jour, je lui demandai de m'envoyer comme ambassadeur à Rome. Je n'aspirais qu'au repos et j'en avais le droit. Apprenant mon intention, Ciano, qui conspirait déjà contre son beau-

père, fut pris d'une véritable terreur. À Rome, je connaissais tout le monde. J'étais une personnalité indépendante et je n'aurais pas hésité à avertir Mussolini, si cela avait pu servir. Conscient du danger, Ciano se mit à modifier les appréciations de son *Journal* sur mon compte. Je lui avais dit un jour à propos de Franco « quel dommage qu'un homme avec une telle personnalité soit entouré de flatteurs et d'imbéciles ». Avec sa mauvaise foi coutumière, il prétendit devant les ambassadeurs et attachés militaires que j'avais parlé de Franco comme « d'un porc et d'un crétin ». Évidemment, son désir inavouable était que Franco ne me nomme jamais à Rome.

**AI : Pour quelles raisons avez-vous été relevé de vos fonctions ?**

**RSS :** En raison directe de l'incident sanglant du sanctuaire de Begoña où un groupe de phalangistes se heurta à une manifestation de carlistes. Il en résulta une grave crise, qui opposa des ministres de diverses tendances, et fut finalement résolue par un remaniement ministériel. L'ex-ministre López Rodó, a raconté en détails comment il était allé avec Carrero Blanco, recueillir le décret de révocation. Lorsque Franco leur remit les deux décrets concernant les ministres anti-phalangistes Varela et Galarza, Carrero insista : « Votre Excellence, il en manque un ? » « Non ! » répondit Franco. « Oui, celui du ministre des Affaires étrangères... » (J'étais alors également président du Comité politique de la Phalange)... « Excellence, faites ce que vous voulez mais si vous ne renvoyez pas Serrano, les gens diront que c'est lui qui commande et pas vous ». Voilà l'explication<sup>2</sup>.

**AI : Selon vous quelle image l'histoire conservera-t-elle de Franco, de l'homme et de son œuvre ?**

**RSS :** Si nous oublions le malheur de la guerre civile, je crois qu'il restera dans l'Histoire d'Espagne l'image d'un homme sous l'autorité duquel la face de notre pays a changé. Il fit sans doute ce qu'il est naturel qu'une dictature fasse, mais il le fit ! Dans le domaine matériel et social il y eut un indiscutable progrès.

<sup>2</sup> Pour expliquer le limogeage de Ramón Serrano Suñer, les historiens ont proposé deux thèses qui ne s'excluent pas nécessairement : celle de sa germanophilie devenue trop encombrante à l'heure des premiers revers de l'armée allemande et celle de l'hostilité conjointe des « vieilles chemises » phalangistes et des leaders monarchistes alphonsois et carlistes. Mais on ne peut pas non plus exclure une raison prosaïque qui relève de la petite histoire. Il semble que la vie sentimentale de Serrano Suñer n'ait pas été « un long fleuve tranquille ». Ses conquêtes féminines irritaient sa femme, et les confidences et plaintes de cette dernière auprès de sa belle-sœur finirent par venir à bout de la patience du Caudillo (NdAI).

Sa grande erreur fut de tenir par un fil l'avenir politique du pays. Avec tout son pouvoir, il a perdu l'occasion de réaliser ce que Mussolini aurait voulu mais n'a jamais pu faire en Italie. Il aurait pu organiser – comme je le lui avais demandé dans une lettre dès 1945 – une sortie vers une démocratie responsable, authentique et corrigée de ses excès.

En résumé, il présida une étape de réalisation, de progrès matériel important, mais il fut un homme sans vrai dessein politique et, dans ce domaine, on ne peut pas dire qu'il ait réussi.